



# Assurances, entre stabilité et croissance

Le secteur des assurances, au Luxembourg, est évidemment très important. Le premier constat que l'on peut tirer, c'est qu'il est plutôt régulier, voire très stable, dans un contexte économique parfois mouvant par ailleurs.

Ainsi, on remarque, par exemple, que le nombre d'entreprises d'assurances au Luxembourg n'évolue guère ces dernières années, alors que les concentrations, fusions ou... les crises, ont parfois eu raison d'entreprises dans d'autres secteurs. En tout cas, au total, on frise la centaine d'entreprises. Les trois quarts d'entre elles sont, sans ambiguïté, de droit luxembourgeois. Pour des raisons stratégiques et légales évidentes, les sociétés de droit luxembourgeois sont en écrasante majorité (47 sociétés) dans l'activité limitée à l'assurance-vie, les succursales étrangères et autres fonds de pension ne représentant pas grand-chose en termes statistiques. Les succursales étrangères sont un peu plus nombreuses – environ un quart de l'ensemble – dans l'activité limitée à l'assurance non-vie. Au passage – et c'est probablement davantage qu'une anecdote –, on remarquera que le marché de l'assurance est assez spécialisé et segmenté. De fait, les entreprises qui cumulent activités vie et non-vie sont rarissimes au Grand-Duché : pas une seule société de droit luxembourgeois ne s'y aventure et il n'y a qu'une poignée de succursales étrangères qui s'y trouvent...

**Encaissement en forte hausse**  
A cette stabilité statistique, on peut ajouter la santé financière. Le Commissariat aux Assurances, qui fédère et contrôle le secteur au Luxembourg, observe, depuis plusieurs trimestres et au cœur de la crise qui a frappé par ailleurs, une évolution de bon aloi. Pour le premier

trimestre de 2010, « *continuant sur sa lancée, l'encaissement du secteur a poursuivi, voire amplifié, son mouvement de croissance vigoureuse enregistrée depuis le second trimestre de 2009* ». Effectivement,

“ Le boom (près de 120 %) se marque, en ce 1<sup>er</sup> trimestre 2010, sur les produits vides « en unités de comptes » ”

toutes branches confondues, les primes ont progressé de plus de 95 % par rapport à la même période de 2009 !

Très ancrée au Luxembourg, la branche assurance-vie affiche même le plus fort taux de croissance trimestrielle de ces dix dernières années, avec une progression de 113,6 % ! Il y a d'ailleurs d'autres enseignements, assez encourageants, derrière cette progression linéaire. L'augmentation sur les produits d'assurance-vie à rende-

ments garantis est déjà belle (près de 108 %). Mais le boom (près de 120 %) se marque, en ce premier trimestre 2010, sur les produits vides en unités de comptes. On peut y voir une « *reprise technique* », souligne le Commissariat aux Assurances, après les baisses enregistrées dans le sillage de la crise financière. Certes, les spéculations (le cadre européen ne fera pas dire le contraire pour l'instant) peuvent s'enhardir ou s'enrhummer, mais on peut constater, au travers de l'assurance liée à des produits financiers, que le marché a repris force et vigueur...

Les montants sont, aussi, assez évocateurs. Le total des provisions des assureurs-vie s'établissait à 73,58 millions EUR (fin mars 2010), somme en progression de près de 42 % par rapport à la même date l'an passé, encore en hausse de 7 % par rapport à décembre 2009.

## Créneaux spécifiques

Dans l'état des lieux général, les branches non-vie n'ont pas la même brillance, sans pour autant s'avérer ternes ! On observe une régression de 1,5 % sur les trois premiers mois de 2010. Mais les assureurs travaillant essentiellement, voire exclusivement sur le marché luxembourgeois, enregistrent une légère croissance de leur encaissement : 0,07 %, c'est symbolique mais positif... Les entreprises opérant à l'étranger voient leur encaissement faiblir de 3,5 % mais occupent, dans le secteur hors-vie, outre dans l'assurance maritime – liée au pavillon luxembourgeois notamment – des

créneaux parfois très spécifiques. Ces entreprises « étrangères » ont donc stoppé la belle progression enregistrée en 2008 et 2009. Il faut donc relativiser la baisse actuelle, voire la mettre en parallèle avec un possible « glissement de chiffres ». De fait, le pôle communautaire d'un important groupe international d'assurance et de réassurance s'est... implanté au Luxembourg.

Voilà une tendance favorable que ne renieront pas les promoteurs de « l'excellence luxembourgeoise » : tant que de nouvelles activités s'installeront au Luxembourg, la valeur ajoutée se lira dans un cercle vertueux. ☑

Alain Ducat



# Les contrats d'assurance-vie sur mesure

Avec un volume de primes de 8,35 milliards EUR en 2008, 12,37 milliards EUR en 2009 et une croissance de + 119,29 % au premier trimestre 2010, l'intérêt pour les contrats d'assurance-vie liés à des fonds d'investissement (aussi nommés en unités de compte, *unit-linked* ou branche 23) ne semble pas près de se tarir.

A côté des contrats grand public où les primes sont réparties parmi une large présélection de fonds d'investissement collectifs proposée par la société d'assurance-vie, plusieurs compagnies se sont spécialisées dans l'offre haut de gamme de contrats d'assurance-vie sur mesure pouvant accueillir dans un fonds personnalisé des actifs financiers sélectionnés de manière individualisée. Ces contrats dédiés présentent des atouts non négligeables qui n'ont pas échappé à une clientèle à la recherche d'une gestion patrimoniale complémentaire au Private banking. Les primes

versées en 2008 dans les produits liés à des fonds dédiés représentaient ainsi 54 % du total des primes en assurance-vie contre 23 % seulement pour les contrats en unités de compte collectifs.

## Définition

Le contrat dédié est défini par la circulaire 08/1 du Commissariat aux Assurances comme un contrat d'assurance-vie adossé en tout ou partie à un ou plusieurs fonds dédiés. S'il est donc possible qu'un contrat dédié soit investi dans des fonds collectifs, il se caractérise toutefois

par le fait qu'une partie des primes versées par le souscripteur, sinon la totalité, sera placée dans au moins un fonds spécifique créé par la société d'assurances pour les seuls besoins de ce contrat.

## Un produit d'accès restreint

En raison de l'offre de valeurs mobilières à haute volatilité parmi les actifs éligibles, les contrats dédiés sont réservés aux investisseurs avertis, notamment par l'exigence que le souscripteur verse une prime minimale de 250.000 EUR. Plusieurs sociétés d'assurances appliquent

cependant un ticket d'entrée supérieur.

Les primes peuvent être payées en numéraire mais également en nature par l'apport de titres qui formeront l'actif du fonds dédié. Symétriquement, il est possible de stipuler qu'en cas de survenance du risque assuré, la société d'assurance-vie pourra verser la prestation sans devoir liquider les actifs présents dans le fonds dédié mais en transférant au bénéficiaire la propriété desdits actifs. Cette faculté présente

⇒ ...

# 230 ENTREPRISES CRÉÉES EN GRANDE RÉGION

## TOUS GAGNANTS EN SOUTENANT L'INNOVATION AVEC 1,2,3,GO !

MERCI À NOS PARTENAIRES QUI SOUTIENNENT LA CRÉATION D'ENTREPRISES INNOVANTES EN GRANDE RÉGION ET FONT PREUVE D'UNE ATTITUDE CITOYENNE ET RESPONSABLE.

VENEZ NOUS REJOINDRE SUR : [WWW.123GO-NETWORKING.ORG](http://WWW.123GO-NETWORKING.ORG)

DES ENTREPRENEURS AIDENT DES ENTREPRENEURS.





“ Le contrat dédié de droit luxembourgeois trouve ainsi des domaines d'application très larges et peut s'inscrire utilement dans une démarche de prévoyance et de préservation du patrimoine des entrepreneurs, y compris pour l'important sujet de la transmission de l'entreprise en cas de décès à certains héritiers, dirigeants ou tiers-repreneurs choisis par le souscripteur ”

un intérêt certain pour la préservation de patrimoines familiaux ou stratégiques.

#### Une externalisation du patrimoine

Il doit cependant être précisé que les primes et actifs deviennent la propriété de l'assureur de sorte qu'en présence d'un apport en nature, la création du contrat dédié s'analysera généralement comme une cession des actifs d'un point de vue fiscal pouvant entraîner une plus-value imposable pour le souscripteur.

Ce transfert de propriété est toutefois un atout d'un point de vue juridique puisque les actifs ne feront plus partie du patrimoine du souscripteur. Sauf abus pouvant amener à une requalification du contrat, le fonds dédié ne fera donc pas partie de la masse successorale du souscripteur et échappera à la règle de la réserve héréditaire. De même, le contrat dédié est généralement exclu de la masse des biens communs du souscripteur et de son conjoint et il n'est donc pas toujours soumis au rapport en cas de décès ou de divorce. Finalement, les actifs ne sont plus saisissables par d'éventuels créanciers du souscripteur ni affectés en cas de faillite.

Pour répondre au besoin de sécurité du preneur et du bénéficiaire face à la perte de la propriété des actifs, la réglementation exige que les parts du fonds dédié, ou les actifs du fonds s'il n'est pas représenté par des parts, soient

déposés par l'assureur-vie auprès d'un établissement de crédit agréé qui en assurera la conservation en qualité de dépositaire. Par ailleurs, la loi prévoit un régime unique de protection des clients en cas d'insolvabilité de la société d'assurance-vie en leur accordant un super privilège de premier rang sur la masse des actifs ainsi déposés.

#### Une gestion flexible

La circulaire 08/1 définit les actifs éligibles aux fonds dédiés et les limites de diversification à respecter en accordant une flexibilité croissante selon la fortune du souscripteur et le montant de la prime investie dans le contrat dédié.

La politique d'investissement du fonds dédié sera définie contractuellement entre la société d'assurance-vie et le souscripteur et pourra évoluer en fonction des besoins par voie d'avenant au contrat. Aux fins de mener cette politique, l'assureur confiera la gestion discrétionnaire du fonds dédié à un gestionnaire convenu avec le souscripteur. Ce dernier devra généralement s'abstenir d'intervenir directement dans la gestion du fonds pour ne pas s'exposer à un risque de requalification du contrat dédié en contrat d'épargne qui lui ferait perdre son statut juridique et fiscal avantageux.

La politique d'investissement doit toutefois s'intégrer dans le cadre général défini par le Commissariat aux Assurances et

la circulaire reconnaît ainsi quatre types de fonds dédiés :

- \* catégorie A (investissement minimum de 250.000 EUR dans le contrat dédié et de 125.000 dans le fonds dédié) : ces fonds dédiés peuvent investir dans des actions, obligations, OPCVM, fonds alternatifs et certains fonds immobiliers dans le respect de certaines limites fixées par émetteur et de façon globale ;
- \* catégorie B (niveau de fortune en valeurs mobilières de 500.000 EUR et investissement minimum de 250.000 EUR dans le fonds dédié) : ces fonds peuvent investir dans les mêmes actifs éligibles que les fonds de catégorie A mais avec des limites plus larges ;
- \* catégorie C (niveau de fortune en valeurs mobilières de 2,5 millions EUR et investissement minimum de 250.000 EUR dans le fonds dédié) : ces fonds peuvent investir dans les mêmes actifs éligibles que les fonds de catégorie A mais sans aucune limite ;
- \* catégorie D (niveau de fortune en valeurs mobilières de 2,5 millions EUR et investissement minimum de 2,5 millions EUR dans le fonds dédié) : ces fonds peuvent investir sans limite dans tous instruments financiers y inclus les produits dérivés.

La réglementation luxembourgeoise du contrat dédié se caractérise donc par un grand choix d'actifs éligibles intégrant notamment les actions de sociétés non cotées, à la différence notable de la plupart des autres juridictions qui les refusent.

Le contrat dédié de droit luxembourgeois trouve ainsi des domaines d'application très larges et peut s'inscrire utilement dans une démarche de prévoyance et de préservation du patrimoine des entrepreneurs, y compris pour l'im-

portant sujet de la transmission de l'entreprise en cas de décès à certains héritiers, dirigeants ou tiers-repreneurs choisis par le souscripteur.

Cette offre sur mesure doit cependant s'accompagner d'une étude juridique et fiscale de la situation spécifique du souscripteur, intégrant notamment les contraintes posées par la loi de son pays de résidence, qui a un rôle prédominant pour les enjeux patrimoniaux ainsi que pour la fiscalité applicable au contrat dédié. ☑



Michel Bulach  
Avocat à la Cour  
Associé

Wildgên, Partners in Law

# Solvabilité, Comptabilité et Fiscalité : les enjeux et défis

Solvabilité II célèbre la valeur de marché comme ultime mesure des actifs et des passifs des entreprises d'assurance et de réassurance, bien qu'il n'existe pas de marché à proprement parler pour ces derniers. Cette « avancée » contraste avec les normes comptables internationales qui continuent de marcher sur une jambe.

En effet, selon les normes comptables internationales actuelles, l'actif est évalué en juste valeur tandis que le passif est valorisé selon les normes locales. La phase II de IFRS 4, qui devrait unifier les méthodes d'évaluation de l'actif et du passif, fait encore l'objet de vives discussions entre les différents acteurs.

Quoi qu'il en soit, les Groupes d'assurance et de réassurance seront amenés à produire, dans les prochaines années, leurs comptes annuels selon plusieurs standards (IFRS, Solvabilité II, Lux GAAP...). Or, la gestion de plusieurs référentiels comptables induit non seulement des coûts, mais également des risques opérationnels importants et plus encore des problèmes d'interprétation ou de réconciliation entre les GAAP.

Actuellement, les directions financières et techniques sont monopolisées par la production de l'information financière au détriment du contrôle et de la planification stratégique. Ces directions ne pourront assurer durablement la qualité des informations financières prudentielles, fiscales ou statutaires sans une refonte des systèmes d'information et des processus opérationnels. Des chantiers qui constituent de véritables défis humains et financiers pour de nombreuses entreprises d'assurance. En effet, l'activité transfrontalière nécessite un développement permanent de nouveaux marchés, une recherche de nouveaux distributeurs et une grande flexibilité des systèmes d'information technique et comptable.

#### Les enjeux pour le Luxembourg

Cette flexibilité, avantage compétitif des assureurs luxembourgeois, constitue également leur faiblesse principale. En effet, comment rationaliser les systèmes et les processus en assurant le développement commercial de l'entreprise et donc la pérennité de l'activité, la maîtrise des frais généraux, le respect des normes prudentielles et comptables ?

Si, ces dernières années, des solutions provisoires ont permis aux entreprises d'assurance de remplir leurs engagements commerciaux, réglementaires et comptables, ces solutions ne résisteront plus aux nouvelles exigences prudentielles et comptables. Ainsi, les entreprises ne pourront pas faire l'économie d'une réflexion globale en matière de systèmes d'information.

Par ailleurs, la réforme du cadre prudentiel devrait également s'accompagner, en toute logique, de la réforme des comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurance et de réassurance issue des directives européennes. L'option « juste valeur » introduite en 2006 par le législateur a ouvert la voie, d'un point de vue théorique <sup>(1)</sup>, à la généralisation des normes comptables internationales dans l'industrie de l'assurance et de la réassurance.

Le cadre prudentiel européen Solvabilité II étant basé sur la juste valeur des actifs et le *best estimates* des passifs, une nouvelle réforme des comptes annuels et

comptes consolidés des entreprises d'assurance et de réassurance n'est vraisemblablement plus qu'une question de temps.

Sous réserve de la volonté de l'administration fiscale de maintenir le cadre comptable actuel pour

“ Sur un horizon de 3 ans, les défis de l'industrie de l'assurance et de la réassurance ne manquent pas ”



Thierry Flamand  
Associé et Insurance Leader

PwC Luxembourg

les besoins fiscaux, le cadre fiscal devrait être également revu afin de tenir compte de l'abandon programmé de ce référentiel comptable d'un point de vue réglementaire.

Sur un horizon de 3 ans, les défis de l'industrie de l'assurance et de la réassurance ne manquent pas. L'ensemble des parties prenantes (entreprises, superviseurs, administrations, auditeurs...) seront soumis à rude épreuve.

Contrairement à certains de nos voisins, le Grand-Duché de Luxembourg s'est toujours distingué à travers une cohérence entre le régime prudentiel, les règles comptables et la fiscalité des entreprises d'assurance et de réassurance.

(1) Cette option n'est généralement pas retenue par les entreprises d'assurance et de réassurance établies au Luxembourg.